



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SECAPRESS

CTRE CIAL LECLERC-BORDEAUX OUEST AV DESCARTES
33160 Saint-Medard-En-Jalles

Références : 26-0053
Code AIOT : 0100236519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement SECAPRESS implanté CTRE CIAL LECLERC-BORDEAUX OUEST AV DESCARTES 33160 Saint-Medard-en-Jalles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'usage de perchloroéthylène dans les installations de nettoyage à sec est interdit, dans tous les locaux contigus à des locaux occupés par des tiers. Dans ce cadre, l'unité départementale de la Gironde mène une action locale visant à vérifier l'absence effective de machines utilisant du perchloréthylène.

La présente inspection vise à vérifier la situation administrative de l'établissement, et à vérifier le respect des prescriptions réglementaires, notamment celles concernant l'emploi et le stockage des

solvants organiques, en particulier et le cas échéant du perchloréthylène.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 janvier 2026 dans l'établissement Pressing Plus, situé dans le centre commercial E. Leclerc à Saint-Médard-en-Jalles, au cours de laquelle l'inspectrice en charge de l'opération de contrôle s'est vue refuser l'accès aux installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECAPRESS
- CTRE CIAL LECLERC-BORDEAUX OUEST AV DESCARTES 33160 Saint-Medard-en-Jalles
- Code AIOT : 0100236519
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

L'activité du Pressing Plus (appartenant à la société SECAPRESS), située dans la galerie du centre commercial E.Leclerc de Saint-Médard-en-Jalles, est déclarée depuis avril 2004 sous la rubrique 2345 « utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement de textiles ou vêtements » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'établissement utilise une technique de nettoyage à sec.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Demande d'action corrective	15 jours
2	Absence de machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène	Arrêté Ministériel du 31/08/2009, article Annexe I – 2.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 31/08/2009, article Annexe I – 1.8	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées s'étant vue refuser l'accès aux installations, un procès verbal pour obstruction a été émis.

Bien que l'opération de contrôle n'ait pas pu être menée, il a été noté que l'activité de nettoyage à sec est toujours exercée au sein du pressing.

L'exploitant dispose de 15 jours pour apporter les éléments justificatifs demandés, notamment la

nature des solvants utilisés et le rapport de contrôle périodique de ses installations. Passé ce délai, sans réponse de la part de l'exploitant, des suites administratives type mise en demeure seront engagées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Installations classées
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe à l'article R.511-9 constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Rubrique 2345 : Utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou vêtements; la capacité nominale ⁽¹⁾ totale des machines présentes dans l'installation étant : 1. supérieure à 50 kg (A) 2. supérieure à 0,5 kg et inférieure ou égale à 50 kg (DC) <i>⁽¹⁾ La capacité nominale est calculée conformément à la norme NF G 45-010 de février 1982, relative au matériel pour l'industrie textile et matériel connexe « Matériel de nettoyage à sec - Définitions et contrôle des caractéristiques de capacité de consommation d'une machine. »</i> Rubrique 1978 : Installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des solvants organiques 11. Nettoyage à sec (D)
Constats : Lors du contrôle, l'inspection a constaté que le pressing exerçait toujours une activité de nettoyage à sec. Un récépissé de déclaration au titre de la rubrique 2345.2 avait été délivré à l'exploitant le 16 avril 2004. Depuis le 1 ^{er} janvier 2020, l'activité de nettoyage à sec est également soumise à déclaration au titre de la rubrique 1978 (bénéfice de l'antériorité suite à la création de la rubrique par le décret

n°2019-1096 du 28/10/19). L'exploitant n'a toutefois pas procédé à sa demande d'antériorité pour la rubrique 1978. Ceci constitue une non-conformité susceptible de conduire à des suites administratives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant procède à la déclaration de son installation au titre de la rubrique 1978 et transmet le récépissé à l'inspection sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Absence de machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2009, article Annexe I – 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Perchloroéthylène
Prescription contrôlée :
Les machines de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène ou tout autre solvant dont la tension de vapeur à 20°C est supérieure ou égale à 1900 Pa, ne sont pas situées dans des locaux contigus à des locaux occupés par des tiers.
Constats :
Le pressing est situé dans un centre commercial. Bien que l'inspection des installations classées n'a pas eu accès aux installations, il a été noté que l'établissement réalise des opérations de nettoyage à sec.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant justifie sous 15 jours de l'absence d'utilisation du perchloroéthylène et communique les caractéristiques de ses installations (solvants utilisés et capacité nominale totale des machines).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2009, article Annexe I – 1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique
Prescription contrôlée :
L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces

<p>contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. [...]</p> <p>Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas pu consulter le dernier rapport relatif au contrôle périodique de l'installation 2345 (DC).</p> <p>En cas de non réalisation de ce contrôle périodique, cela constitue une non-conformité susceptible de conduire à des suites administratives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet sous 15 jours le dernier rapport de contrôle périodique.</p> <p>Si celui-ci présente des non-conformités, l'exploitant transmet également le plan d'actions correctives permettant de résorber les non-conformités majeures.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>